

[Texte]

loans have come due, and this year the company's policy is more as an equity lender, as long as there is a large down-stroke, and they say the income is going to come from rent from their kids who stay with them.

Is that currently reflected in the audit statement, or is that where your concept of well-being comes in, where you would make a comment on a change in policy? How would you take that example? How would I, as a consumer, see that in the simple, readable balance sheets or year-end statements we talked about? How would that be reflected, and would Bill C-83 change the reporting relationship? Would your definition of well-being fit into that example?

• 2150

Mr. Buchanan: We do not have a definition. Nobody does, and this may be the basic problem. This is perhaps why we are suggesting some guidance should be provided by the superintendent to delineate what well-being might be and to see if, for example, it would accommodate your scenario.

Mr. Sobeski: Yes, but right now from an accounting point of view, you would just basically look and say, yes, they are following the lending policy; yes, the loans are all up to date.

Mr. Buchanan: Yes.

Mr. Dilworth: Obviously, in addition, one of the issues the auditor is obliged to consider is the ability of the company to carry on. This requires him to look in a broad sense at liquidity and at future cashflow. We have a term in our accounting jargon: "going concern". We have an obligation to satisfy ourselves that there is reasonable assurance an organization is going to be able to continue, that it will be a going concern and that it will meet its obligations and so on in the normal course.

In the absence of or with serious doubt about its ability to continue as a going concern, a problem arises. If it is not reflected in the financial statements, a qualification would be called for in the auditor's report that the statements were incomplete.

Furthermore, one other step is now being picked up and is becoming a common reporting piece as a result of the security administrators' requirements for MD and A; that is, management, discussion and analysis. This is in addition to the financial statements for those companies who are reporting issuers; that is, those who have stock listed. They must put in a commentary on the financial results and also the future risks, the liquidity and capital base of the organization.

We are seeing that those statements are just now beginning to come into use. It is another area where you get risk, liquidity and cashflow being addressed. In the extreme example you cite, if it was a public company with issued securities, this point would have to come out. It should come out if it is a well-prepared MD and A statement. Does this help?

[Traduction]

lorsque vous vérifiez cette société, tous ces prêts sont à échéance, et cette année la politique de la compagnie est davantage celle d'un prêteur de fonds, même s'il y a une baisse importante, et ils disent qu'ils vont recevoir des revenus du loyer que leur paient leurs enfants et qui habitent avec eux.

Est-ce que cela apparaît maintenant dans l'attestation de vérification ou est-ce ici que votre concept de bonne situation financière entre en jeu, est-ce ici que vous feriez un commentaire sur le changement de politique? Que feriez-vous de cet exemple? Comment moi, consommateur, verrais-je ceci sur les bilans simples, lisibles, ou sur les états financiers de clôture dont nous parlons? Comment cela serait-il reflété, et le projet de loi C-83 changerait-il les rapports hiérarchiques? Votre définition de bonne situation financière aurait-elle sa place dans cet exemple?

M. Buchanan: Nous n'avons pas de définition. Personne n'en a, et c'est peut-être le problème de base. C'est peut-être pour cela que nous suggérons que des directives soient fournies par le surintendant pour définir ce que pourrait être une bonne situation financière et pour voir si, par exemple, cela prendrait en compte votre scénario.

M. Sobeski: Oui, mais pour l'instant, du point de vue de la comptabilité, vous vous contenteriez en gros de regarder et de dire, oui, ils suivent la politique relative aux prêts. Oui, les prêts sont remboursés à échéance.

M. Buchanan: Oui.

M. Dilworth: Bien évidemment, en plus, l'une des questions sur lesquelles le vérificateur doit se pencher est la capacité de la société à continuer. Il doit notamment examiner les liquidités et les disponibilités. Nous avons un terme dans notre jargon comptable: «entreprise en pleine activité». Il est de notre devoir de nous assurer qu'il est raisonnablement sûr qu'une organisation va pouvoir continuer, qu'elle va être une entreprise en pleine activité et qu'elle honorera ses obligations etc. selon le calendrier prévu.

Si elle est incapable de continuer à être une entreprise en pleine activité, ou si l'on a des doutes sérieux à ce sujet, il y a un problème. Si cela n'est pas reflété par les états financiers, le rapport du vérificateur devrait indiquer que les états étaient incomplets.

D'autant plus qu'on adopte maintenant souvent une pratique copiée sur l'exigence formulée par les administrateurs des valeurs mobilière, soit qu'il y ait une déclaration et analyse de la direction; ceci s'ajoute aux états financiers dans le cas des compagnies qui font rapport sur les émetteurs; c'est-à-dire celles qui ont des actions en bourse. Elles doivent joindre un commentaire sur les résultats financiers et aussi sur les risques futurs, les liquidités et la base financière de l'organisation.

On assiste en ce moment à l'apparition de ces attestations. C'est un autre domaine où l'on se penche sur le risque, la liquidité et les disponibilités. Dans l'exemple extrême que vous citez, s'il s'agissait d'une société publique qui émettait des actions, ce point aurait dû apparaître. Cela devrait apparaître si la déclaration et analyse de la direction sont bien faites. Est-ce que cela vous aide?